

PCF

**Parti
Communiste
Français**

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 7 au 20 avril 2014 – n°147**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Utiles clarifications Paule Masson

«La nouvelle devrait être reçue positivement dans les sphères financières. » Tout est dit, ou presque. Les analystes de la Société générale, banque qui fut une des plus engluées dans la crise des subprimes en 2008, adoubent la nomination de Manuel Valls au poste de premier ministre. Tout comme le monde patronal.

Le locataire de Matignon a fait ce qu'il fallait, plaidant pour ajouter le terme de « libéralisme » dans les textes du Parti socialiste lors du dernier congrès. Il faut le reconnaître, François Hollande fait preuve d'une certaine cohérence : après avoir enterré dès son élection le discours du Bourget censé combattre le pouvoir de la finance, avoué deux ans plus tard son adhésion aux idées de la social-démocratie, il choisit un premier ministre qui incarne la rupture avec le « socialisme » du PS, ne verrait pas d'un mauvais œil la suppression des 35 heures et milite pour la TVA sociale. Tout cela annonce une accentuation de la cure d'austérité et une aggravation de la crise politique.

Le désaveu s'est révélé historique dimanche. Mais le président de la République persiste. Personne ne peut croire sérieusement aux grandes promesses de justice sociale. La feuille de route annoncée sur un « pacte de solidarité » est tout simplement intenable. C'est presque une question d'arithmétique : une baisse des cotisations salariales cumulée à une baisse des impôts ampute les deux budgets de redistribution sociale : la Sécu et l'État.

Dès lors, s'ouvre une période qui va amener d'utiles clarifications. L'aile gauche du Parti socialiste et une cinquantaine de députés menacent de ne pas voter la confiance au gouvernement mardi prochain à l'Assemblée nationale. Ils réclament une remise à plat du pacte de responsabilité et fustigent les objectifs de baisse des déficits publics. Henri Emmanuelli, cacique du PS, a averti que son vote de confiance n'était pas acquis. Le Front de gauche n'a pas d'hésitation. Ses députés voteront contre « la continuité libérale », selon les termes du président du groupe, André Chassaigne.

Depuis deux ans, le peuple de gauche peine à trouver le chemin pour exprimer son aversion de l'austérité. Alors que les urgences se multiplient, des divisions persistent au sein du mouvement social et constituent un handicap pour créer un rapport de forces. La marche contre l'austérité du 12 avril pourrait bien ouvrir une autre séquence. Lancée par 200 personnalités, représentant largement la gauche politique, diverses forces syndicales, mais aussi de nombreux artistes et militants associatifs, elle souffle un vent revigorant d'unité qui promet déjà de ne pas rester sans lendemain.

samedi 12 avril

MAINTENANT ÇA SUFFIT !

**JE MARCHÉ CONTRE L'AUSTERITÉ
POUR L'ÉGALITÉ, ET LE PARTAGE DES RICHESSES**

SOMMAIRE

P1 Édito - Sommaire

P2 Agenda ; Le 12 avril : Marchons contre l'austérité, pour l'égalité, et le partage des richesses !

P3 Jeudi 17 avril 14h Manif Palais de Justice – Chambéry procès en Appel de nos Camarades Jean-Paul et Luc de l'UD CGT 74

P4-5 Vendredi 11 avril 18h Salle Y. Martinet Annecy Colloque M'Pep Ils veulent détruire notre système de protection sociale solidaire, nous voulons le développer

P6 Second tour des municipales : déclaration du PCF ; M. Valls Premier Ministre : "François Hollande n'entend que de l'oreille droite" (Pierre Laurent) ; Nouveau gouvernement : « Une sidérante fin de non recevoir » (Olivier Dartigolles – PCF)

P7 Menus des cantines dans les mairies
FN : Marine Le Pen fait de la laïcité à l'envers (Pierre Dharréville, PCF) ; UE-Tunisie : Non aux diktats du FMI ; SMIC jeune ? Pascal, l'ami qui vous veut du mal... ; Du 7 au 12 avril : Semaine d'action du MJCF "La précarité, c'est pas un métier !"

P8 Le sens profond d'une nouvelle Humanité ; Humanité Dimanche du 3 avril



Nouveau. Dès le 8 avril.

P9 L'UEC dénonce une nouvelle forme de prostitution étudiante ; Le 12 avril, les étudiants entreront dans une nouvelle bataille contre l'austérité ; Il faut briefer le soldat Hamon

P10-11 Remaniement / Valls / Marche du 12 avril / Européennes / Point presse de Pierre Laurent 3 avril 2014

P11 Inde/Bihar : Une victoire des communistes de bon augure avant l'ouverture des législatives ; Novossibirsk, capitale de la Sibérie, conquise par les communistes

P12 Béziers : 1er Conseil municipal : **RÉSISTANCE ! RÉSISTANCE !** ; à voir sur l'Internet; pétitions en ligne; Aidons l'Huma!

Agenda

Mardi 8 avril 20h Thonon, ciné Le France La marche de Nabil Ben Yadir, projection-débat CCFD Terre Solidaire et Bobines du Léman.

dès 18h au Bateau Genève, 1 Quai Gustave-Ador A l'occasion de la journée internationale des Roms, l'association Mesemrom invite à une fête avec les Roms présents à Genève.

20h30 à l'Agora Bonneville : dans le cadre de la semaine du développement durable, projection du Docu-fiction «Aigoual, la forêt retrouvée » Réalisé par Marc Khande

Mercredi 9 avril 20h Alterlocal Projection de "Black music, des chaînes de fer en chaînes en or" Documentaire de Marc-Aurèle Vecchione, 100 min, 2008.

Jeudi 10 avril Réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h30 au collège Samivel à Bonneville : Les Jeudis du Cinéma – Conférence N° 7 : Le Documentaire par Abderrahmane BEKIEKH

19h Alterlocal Troc de graines et bricolage de jardinières Dans la vague verte des Incroyables Comestibles,

(<http://www.incredible-edible.info>) venez échanger vos semences, fabriquer une jardinière avec des palettes récupérées, préparer des semis et faire exploser la biodiversité de votre ville.

Vendredi 11 avril 18h Salle Y. Martinet Annecy Colloque M'Pep Ils veulent détruire notre système de protection sociale solidaire, nous voulons le développer

Le 12 avril : Nous marchons contre l'austérité, pour l'égalité, et le partage des richesses !

Dimanche 13 Avril A partir de 16h. Alterlocal Goûter et jeux coopératifs "C'est moi qui veux gagner", "Je perds toujours", cris et larmes...STOP!!! Nous proposons une sélection de jeux de société où la compétition n'a pas lieu d'être. Auto-magiquement, petits et grands prennent plaisir à jouer ensemble. Comme dans tout bon goûter, les gâteaux tous chauds sont les bienvenus !

Lundi 14 avril Réunion Conseil Départemental PCF74

Réunion Collectif Palestine

Mardi 15 avril Réunion section Annecy PCF

Mercredi 16 Avril 18h Alterlocal Sauvons le crochet

Jeudi 17 avril 14h Manif Palais de Justice – Chambéry procès en Appel de nos Camarades Jean-Paul et Luc de l'UD CGT 74

Réunion Mouvement de la Paix

A partir de 19h Alterlocal le jeune collectif "récupération sur le bassin annécien" donne rendez-vous pour échanger sur la construction et le développement d'initiatives de récupérations autour d'Annecy. Cette soirée sera aussi l'occasion de débattre sur la lutte à mener contre tous les gaspillages qu'ils soient alimentaires ou non.

Vendredi 18 avril Réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h à Cervens, salle polyvalente : HOLY FIELD – HOLY WAR, de Lech Kowalski, récompensé trois fois lors du Festival International du Documentaire de Marseille Projection-débat animée par

Jacques Cambon, ingénieur hydrologue, membre d'ATTAC et du collectif NGDS org. Foyer rural. Ce qui se passe en Pologne est un avertissement à prendre au sérieux.

Samedi 19 avril dès 14h Annemasse, MLK (près de la gare) : GRATIFÉRIA de Printemps (marché gratuit). Chacun apporte des objets à mettre à disposition, propres et en bon état, ou vient sans rien, et repart avec ce qui plaît. Discosoupe :chacun apporte 200g de légumes, quelques épices et 1 couteau/éplucheur. On prépare la soupe et le pain tous ensemble en musique. Espace Infos, Ateliers, Projections... Animations gratuites pour lutter contre le gaspillage et passer un moment convivial ! projections de films documentaires et ateliers de sensibilisation sur des thèmes qui relient l'Homme à son environnement. En soirée : dégustation et partage de la soupe et du pain en musique. Bar et petite restauration à disposition au profit d'actions de solidarité. Inscrivez-vous (ou votre assoc) si vous voulez participer à l'organisation, y'a besoin de coups de main !

Dimanche 20 Avril 18h Alterlocal Conférence sur le mouvement punk avec Clive et DJ set à suivre.

Le 12 avril : Marchons contre l'austérité, pour l'égalité, et le partage des richesses !

Nous n'en pouvons plus de voir la droite et l'extrême-droite battre le pavé avec leurs cortèges de haine de l'autre, d'intolérance, de racisme, de sexisme, d'homophobie et d'intégrisme.

En France, comme dans toute l'Europe, la rigueur budgétaire et l'austérité imposées par la Commission européenne, François Hollande et le gouvernement pour satisfaire les marchés financiers nourrissent ce climat malsain. Les conséquences sont là : services publics démantelés, acquis sociaux mis à mal... Le chômage monte, la précarité s'étend, les jeunes galèrent, les salaires et les retraites sont en berne. Les inégalités se creusent tandis que les grandes entreprises versent aux actionnaires des dividendes insolents. Partout ces politiques provoquent indignations, colères et désespoirs. Elles nous révoltent.

Elles s'accompagnent du recul général des droits : à l'éducation, à l'emploi, à un revenu correct, à la santé, à un logement stable et décent.. Les inégalités d'emploi et de rémunération attaquent plus durement les droits des femmes et des migrant-e-s. La répression s'abat sur les sans papiers, les roms, les plus précaires, et celles et ceux qui les défendent. Alors que des choix politiques résolument à gauche devraient s'imposer face à la crise, les renoncements du gouvernement devant les exigences du Medef et de la droite en matière sociale, environnementale, familiale, et sur le droit de vote des étrangers... scandalisent.

Avec l'assentiment enthousiaste du Medef, le président de la République veut désormais faire du « pacte de responsabilité » le cœur de sa politique. Au patronat, il octroie 35 milliards d'allègement de cotisations. Qui peut croire que ce nouveau cadeau permettra de lutter contre le chômage ? Devant un Medef qui refuse de s'engager sur des créations d'emplois, le gouvernement Ayrault s'engage, lui, à réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros. Dans la ligne de mire, la sécurité sociale et les services publics. Mais ce sont aussi les collectivités territoriales asphyxiées, les associations étouffées, la culture sacrifiée. Ce n'est décidément pas cela que nous voulions, nous qui, par millions, avons contribué à chasser Sarkozy.

Personnalités morales, acteurs et actrices du monde de la culture et des arts, du monde du sport, responsables syndicaux, associatifs, politiques, nous sommes divers par nos engagements. Mais ensemble, nous voulons construire une dynamique pour une alternative sociale, démocratique, écologique et féministe, fondée sur la solidarité. Nous appelons le samedi 12 avril à Paris à une marche nationale d'espoir à gauche, contre l'extrême droite, pour l'abandon du « pacte de responsabilité », pour une juste distribution des richesses. Cette marche ne restera pas sans lendemain.

Premiers signataires : UGFF-CGT, CGT Finances publiques, URIF-CGT, PDSP-CGT, ATTAC, DAL, Fondation Copernic, JC, PCF, PG, Ensemble !, NPA, PCOF, AL

Un départ collectif en car est prévu d'Annecy. Départ 5H30. Nous appelons les hauts-savoyards à y participer (environ 45 € la place) et pour ceux et celles qui ne pourraient pas venir à nous soutenir financièrement. Merci pour votre participation ou votre soutien. Renseignements et inscription : contact@pcf74.org 04 50 22 33 00

comitenpa74@gmail.com 06 30 14 57 37

pg74@lepartidegauche.fr 07 81 78 03 59

Voyage en TGV départ 9h30 gare d'Annecy retour 18h43 (gare de Lyon - Paris) arrivée 22h30 à Annecy Inscriptions : contact@pcf74.org ou 04 50 22 33 00 ou 06 85 01 86 86

Coût du déplacement A/R : 100 euros

Il ne faut pas que le coût du transport soit un frein à la participation. Nous avons la possibilité de financer par la collecte.

04 AVRIL 2014

74

la
cgt

haute-savoie

Liberté

j'écris ton nom !



JEUDI 17 AVRIL à 14 heures
Palais de Justice - Chambéry
procès en Appel de nos Camarades
Jean-Paul et Luc de l'UD CGT 74

Construisons les conditions d'un rassemblement puissant le 17 Avril

- pour la défense de nos Camarades injustement assignés
- pour la défense des valeurs de la CGT
- pour la défense des libertés syndicales et citoyennes.

ils veulent nous
museler



... **AU CONTRAIRE**



TOUS AUX CARS !

inscrivez-vous rapidement auprès de votre Union Locale :



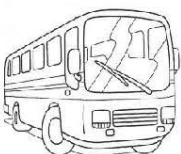
• ANNECY

04 50 45 56 56

ulcgtannecy@wanadoo.fr

DÉPART 12 h 45

devant le Stade (rue P. Coubertin)



• ANNEMASSE

04 50 37 10 85

unionlocalecgtannemasse@orange.fr

• THONON

Gare routière d'Annemasse - DÉPART 12 H 00

La Roche-sur-Foron - Gare SNCF - 12 H 30



• PAYS MT-BLANC

04 50 93 60 34

ulcgtpmb74@wanadoo.fr

• CLUSES

04 50 98 59 14

c.g.t.cluses-ul@wanadoo.fr

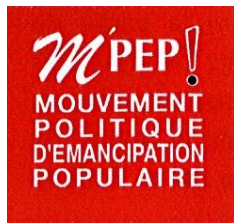
DÉPART 11 H 15

devant l'Union Locale à CHEDDE

Sallanches - Place Charles Albert - 11 H 30

Cluses - Autoport - 12 H 00

Bonneville - Péage - 12 H 15



ILS VEULENT DETRUIRE NOTRE SYSTEME DE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRE, NOUS VOULONS LE DEVELOPPER !

I
N
V
I
T
A
T
I
O
N

COLLOQUE

Vendredi 11 avril

à partir de 18 h

Salle Yvette Martinet 74000 ANNECY - 15, rue des îles (près de la place des romains)

Avec la participation de MICHEL ETIEVENT

et de responsables mutualistes, syndicaux, politiques.

OUVERT A TOUS CEUX QUI NE VEULENT PAS VOIR DISPARAITRE LA SECU !

18h - 20h15

- Michel Etievent : A. Croizat, les fondements de la sécurité sociale

- Alain Visa : l'ANI et les conséquences de la loi dites de « sécurisation de l'emploi »

- Samia Chétibi les conséquences des réformes sur la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie)

Premier débat

20h45- 22h30

- Michèle Dessenne : l'impact de l'UE sur la sécurité sociale

suite débat

Conclusion

20h15 – 20h45 Pause restauration sur place

70 ans seulement, mais sa vie est en grand danger !

Depuis la création de la Sécurité sociale en 1945, les patrons rêvent d'être libérés de cette contrainte « absurde » qui les oblige à renoncer à une partie de leurs profits pour financer des droits fondamentaux pour les salariés : continuer à toucher son salaire, même quand on est dans l'incapacité de travailler, accéder aux meilleurs soins, avoir les moyens d'élever ses enfants, pouvoir vivre décemment sa retraite.

Ils ne s'en cachent pas, avec l'aide du parti socialiste, la preuve :

« La protection sociale, c'est environ 650 milliards d'euros de dépenses par an. Il y a notamment deux postes qui pèsent sur le travail de manière absurde : la famille et la maladie. La famille, c'est 36 milliards d'euros qu'il faut transférer (...) La maladie, c'est aussi un poste qui pourrait être revu. Le Président de la République a parlé d'abus de la protection sociale.

Pierre Gattaz, président du Medef dans une interview au journal le Monde du 4 janvier 2014.

De son côté l'Union Européenne, dans son projet de Directive modifiant la passation des marchés publics, veut faire passer intégralement la sécurité sociale, les mutuelles, les services de santé, les services sociaux et organismes de retraite dans le secteur marchand ouvert à la concurrence libre et non faussée. On

comprend mieux le sens des réformes qui se s'accélèrent depuis 1989 et aujourd'hui le pacte de responsabilité pour couronner le tout. Le pacte de responsabilité répond aux demandes maintes fois répétées par les responsables du patronat, à savoir : ne plus cotiser pour assurer le financement des allocations familiales sous prétexte que cette prestation n'aurait pas un lien direct avec le milieu de l'entreprise. En échange, mais sans aucun engagement écrit, l'employeur qui bénéficiera de ce cadeau s'engage à créer des emplois. Paroles, paroles, paroles... comme dit la chanson ...

Avec la signature de l'ANI (Accord national interprofessionnel) au mois de janvier 2013 le patronat français espère avoir trouvé la solution pour se « libérer » de cette « contrainte » à l'horizon de 2016.

Cet « ANI » là constitue l'amorce de la mise en place d'un puzzle qui a pour élément fondamentale la Destruction du système de protection sociale à la française.

Depuis l'apparition de la révolution industrielle, en passant par les ordonnances de création de la Sécurité sociale et redéfinition des missions de la mutualité en 1945, la partie du système français de protection sociale correspondant à l'accès aux soins, reposait sur le couple Sécurité Sociale – Mutuelles.

En 1989, avec la loi EVIN sur les accords de groupe, le gouvernement socialiste privait définitivement les comités d'entreprises du pouvoir de décision sur la mise en place des couvertures complémentaires santé dans les entreprises. Avec cette loi, les employeurs gagnent le droit de décider unilatéralement de la mise en place d'une couverture complémentaire santé sans associer à leur décision les syndicats et les institutions représentatives du personnel. Ce qui leur permet de privilégier unilatéralement, et de la manière la plus légale, les Institutions de prévoyance réassurées par des groupes assurantiels et les sociétés d'assurances privées au dépend des mutuelles. A ce jour, près de 4 millions de salariés sont dans des accords groupes à adhésion obligatoire. Le CNPF (ex-MEDEF) avait salué le vote de la loi EVIN.

En 2013, avec le retour des socialistes aux commandes, c'est le vote de la loi de sécurisation de l'emploi. L'article 1^{er} de la loi concerne la généralisation de la couverture complémentaire à tous les salariés. Après les banderilles de 1989, c'est la mise à mort en 2013. Sous prétexte de permettre aux 16 millions de salariés restant, de bénéficier d'une couverture santé obligatoire financée en partie par l'employeur, la loi transfère le pouvoir de décision aux négociations de branches économiques dans le cadre des négociations sur les conventions collectives. Or les mutuelles sont absentes de ces négociations, ce sont les Institutions de Prévoyance et les sociétés d'assurances privées qui négocient avec les syndicats dit « représentatifs » des employés et du patronat. C'est un marché à venir de 16 millions de salariés !

Avec les lois EVIN en 1989 et TOURAINE en 2013, le cadre législatif et réglementaire est mis en place pour la phase finale de destruction du système de protection sociale solidaire. Il fallait pour cela d'abord écarter définitivement les mutuelles.

C'est dans le cadre du vote des lois de finance annuelles du budget de la Sécurité Sociale que s'affine année après année la mise à mort définitive.

Un seul exemple, en 1989, pour favoriser le développement des accords groupe, le ministre socialiste EVIN accorde en échange de la signature d'accords dans les entreprises des avantages fiscaux aux salariés et aux employeurs. En 2014, la loi de finance votée en décembre 2013, impose aux salariés de réintégrer dans leur net fiscal la part de financement de leur cotisation complémentaire payée par l'employeur. En 2013, 4 millions de salariés sont concernés, en 2016, ils seront 20 millions.

La totalité des salariés étant couverts de manière obligatoire par le privé et dépendant exclusivement des institutions de prévoyance et des sociétés d'assurance privée, qu'est-ce qui va empêcher d'organiser des transferts massifs de charge sur du Régime Obligatoire sur les Régimes Complémentaires et vider ainsi la Sécurité Sociale de son contenu social et solidaire ?



Second tour des municipales : déclaration du PCF

Le second tour des élections municipales acte indéniablement la poursuite de la mobilisation de la droite avec des victoires significatives. La politique du gouvernement a démobilisé l'électorat de gauche plongé dans la déception et le désarroi. Le Parti socialiste perd de nombreuses villes, parmi elles des terres historiques de la gauche. Le Front national, largement sur-représenté dans le débat politico-médiatique, gagne quelques villes, bien trop, majoritairement sur la droite.

Dans ce contexte et après avoir fait élire 94 maires de villes de + de 3500 habitants au premier tour, le Parti Communiste Français n'est pas épargné par les gains de la droite, eux-mêmes alimentés par des transferts d'électeurs venus du Front national. Le PCF enregistre des pertes dans plusieurs départements. C'est une bien mauvaise nouvelle pour les populations qui se retrouvent ainsi privées de boucliers locaux contre l'austérité. Pour autant, le Parti Communiste Français reste le troisième réseau national de maires, conserve des villes importantes et gagne notamment Aubervilliers, Montreuil et Thiers.

Le bilan à tirer à chaud de ces élections municipales est l'urgence absolue de changer de politique, à commencer par le pacte de « irresponsabilité » dicté par le MEDEF et la commission européenne. Ce pacte est totalement étranger aux valeurs de la gauche et du monde du travail, il est l'expression de la dérive politique du gouvernement qui conduit aux résultats de ce scrutin municipal. Sans changement politique, le remaniement ministériel sera totalement hors sujet pour le peuple et le pays.

D'ores et déjà le PCF et le Front de gauche organisent une riposte à la droite pour un changement de cap à gauche. Ils donnent rendez-vous le 12 avril prochain dans la rue pour un sursaut politique à toutes les forces progressistes et à tous celles et ceux qui ont le cœur à gauche. Le Parti Communiste Français et le Front de gauche vont engager toute leur énergie et leurs forces dans la campagne européenne à venir, notamment dans le combat contre le grand marché transatlantique pour stopper net l'avancée de la droite et offrir une réelle alternative à gauche.

M. Valls Premier Ministre : "François Hollande n'entend que de l'oreille droite" (Pierre Laurent)

François Hollande n'a pas écouté le message des Français. A part le Premier Ministre, rien ne change. La nomination de Manuel Valls à la tête du gouvernement est précipitée. C'est est une fuite avant, un choc pour les électeurs de gauche qui ont manifesté leur mécontentement et leur désarroi lors du scrutin municipal. Une nouvelle fois, François Hollande tourne le dos à la gauche.

Le Président maintient le cap de l'austérité. Le pacte de responsabilité reste la priorité. La réduction de 50 milliards d'euros de dépenses publiques et la baisse des impôts et des cotisations sont incompatibles avec les efforts annoncés en faveur de la santé, de l'éducation et de la jeunesse. D'ailleurs le Président est resté très flou. Aucune mesure concrète. Le pacte de solidarité c'est du vent !

Si François Hollande avait vraiment écouté les français, il aurait annoncé un grand plan de justice fiscale et sociale, des investissements pour les services publics, la hausse du SMIC, un soutien aux collectivités locales, l'interdiction des licenciements boursiers.....bref, une politique de gauche! A un mois et demi des européennes il aurait du engager le bras de fer avec Bruxelles pour libérer le pays du pacte budgétaire. Décidément le Président de la République n'entend que de l'oreille droite.

J'appelle solennellement l'ensemble des forces et des militants de gauche qui ne se reconnaissent pas dans les choix de François Hollande, à se rassembler et à travailler ensemble à l'émergence d'une alternative à gauche. Ne laissons pas le champ libre à un retour de la droite. Je donne rendez-vous à tous ces femmes et hommes de gauche le 12 avril prochain pour un grand rassemblement populaire et citoyen pour un sursaut politique plus que jamais nécessaire.

Nouveau gouvernement : « Une sidérante fin de non recevoir » (Olivier Dartigolles - PCF)

Alors que la politique gouvernementale a été très fortement sanctionnée lors des élections municipales, la composition de nouveau gouvernement confirme une sidérante fin de non recevoir, symbolisé par le choix de M. Valls à Matignon, un véritable acharnement de F. Hollande et des principaux dirigeants du PS à ne pas prendre en considération l'état réel du pays, le niveau des attentes et des souffrances.

Rien ne change ? Pas exactement puisque ce gouvernement « resserré » sera celui d'une accentuation de la cure d'austérité avec, comme première conséquence, une aggravation de la crise politique.

Symbole saisissant, a peine quelques minutes avant l'annonce du nouveau gouvernement, F. Hollande partait pour Bruxelles avec, sous le bras, le pacte de responsabilité, les 50 milliards d'euros d'économies et une nouvelle attaque contre le financement de la sécurité sociale déguisée en « pacte de solidarité ».

Nous proposons de prendre une tout autre direction avec la marche du 12 avril, celle du sursaut citoyen et populaire, d'une remobilisation de l'ensemble de la gauche, avec des socialistes et des écologistes qui ne veulent pas de l'austérité comme seul horizon.

Aujourd'hui, ce gouvernement dont le combat consiste à abandonner notre pays aux marchés financiers ne dispose pas d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Les prochains jours peuvent ouvrir une nouvelle séquence politique avec un grand débat sur les alternatives, les solutions, les grands chantiers à engager pour un changement de gauche.

Municipales 2014 : le rapport FDG - FN

RÉSULTAT DES 600 LISTES FRONT DE GAUCHE
11,42%

RÉSULTATS DES 585 LISTES FRONT NATIONAL
16,50%

PAR RAPPORT À LA PRÉSIDENTIELLE

+0,32%

-1,40%

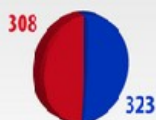
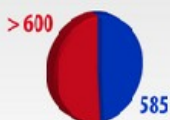
Résultats du FN : une information préfabriquée

LISTES DÉPOSÉES

LISTES À + DE 10%

NOMBRE DE CONSEILLERS MUNICIPAUX AU 1^{ER} TOUR

VILLES GAGNÉES AU 1^{ER} TOUR



■ FDG ■ FN

Menus des cantines dans les mairies FN : Marine Le Pen fait de la laïcité à l'envers (Pierre Dharréville, PCF)

Une fois de plus, le Front national usurpe le principe de laïcité. En effet, Marine Le Pen vient de l'invoquer pour justifier une offensive anti-musulmans à peine masquée dans les cantines, où elle entend n'accepter "aucune exigence religieuse dans les menus des écoles" des mairies conquises par le FN. Il s'agit d'un acte d'hostilité caractérisée qui manifeste la volonté d'accréditer un climat d'affrontement identitaire dévastateur. Sinon, pourquoi cette déclaration de guerre ?

Marine Le Pen, fait de la laïcité à l'envers. Dans de nombreuses cantines, des formules sont trouvées pour permettre aux enfants de manger à leur faim de la manière la plus équilibrée quelles que soient leurs habitudes alimentaires. Cela se fait dans la mesure des moyens existants et sans répondre à quelque injonction d'ordre religieux que ce soit. L'objectif du service public doit être de répondre aux besoins dans l'égalité des droits. Édicter cette règle, c'est priver des enfants de repas pour faire exercer un odieux chantage contre leurs parents.

La laïcité ne saurait être un cheval de Troie des politiques discriminatoires prônées par l'extrême droite. C'est un principe qui met en œuvre la liberté, l'égalité et la fraternité. Marine Le Pen n'a décidément rien compris à la laïcité. Et sous le vernis, le Front national n'a pas beaucoup changé. Et il ne craint pas de porter la première charge contre des enfants.

Pierre Dharréville, responsable PCF des questions de laïcité et des relations avec les croyants

UE-Tunisie : Non aux diktats du FMI

Le Parlement européen aura à se prononcer le 16 avril sur la proposition d'un prêt de 300 millions d'euros pour la Tunisie. Ce prêt est conditionné à l'acceptation de mesures fixées par le FMI. Une fois encore, ce seront les droits économiques et sociaux qui seront visés, dans un pays où la situation sociale est dramatique.

Le programme libéral du FMI est connu. Il s'en prend aux salaires, aux dépenses publiques comme les subventions aux produits de première nécessité. Par contre, les sociétés et investisseurs étrangers bénéficient de baisses d'impôts et d'exonérations fiscales. La Tunisie a assez souffert de ces politiques libérales à travers l'application des accords d'association. Forte d'une Constitution arrachée de haute lutte et saluée par tous les démocrates, la Tunisie a droit à la solidarité financière de l'UE.

Le Parlement européen, les députés de gauche doivent rejeter toute conditionnalité libérale à ce prêt, qui doit être utile au développement du pays et des régions. Le gouvernement français se doit de mettre ses actes en conformité avec les engagements pris par François Hollande lors de ses récents voyages. Le premier acte serait de mettre un terme à l'exigence de remboursement de la dette tunisienne et appuyer la demande d'un audit. Le Parti communiste français réaffirme son engagement auprès du peuple tunisien et des forces démocratiques de ce pays et continuera d'agir pour une Union européenne au service des peuples.

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique

Dossier coût du capital



SMIC jeune ? Pascal, l'ami qui vous veut du mal...

Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a affirmé qu'il fallait envisager de rémunérer des métiers en dessous du SMIC, notamment pour les jeunes. Ce proche de François Hollande, adepte d'une gauche « réaliste » qui abandonne les principes de justice et de solidarité, remet au goût du jour le principe d'un SMIC jeune, déjà proposée au milieu des années 1990.

Encore une fois, ce sont les vieilles recettes libérales qui n'ont pas endigué le chômage ni la précarité qui sont ressorties. Prenant exemple sur l'Allemagne, la Suède ou le Canada, Pascal Lamy omet de rappeler l'augmentation de la pauvreté, la casse des services publics dans ces pays. Il faut au contraire affirmer le droit commun pour les jeunes et l'ensemble des salariés. Cela passe par un investissement massif dans l'éducation pour élever le niveau de qualification, de vrais droits pour les apprentis, les stagiaires et les alternants pour qu'enfin les jeunes puissent construire leur avenir.

Nous le disons haut et fort : nous ne sommes pas un coût mais une richesse pour cette société. Si l'ancien directeur de l'OMC trouve cette idée si bonne, qu'il se l'applique à lui-même ainsi qu'à ses amis ! Comble du cynisme, Pascal Lamy avait demandé une augmentation de plus de 30% de sa rémunération en 2009...

La priorité jeunesse doit s'affranchir de ces principes tordus pour affirmer une réelle ambition de progrès et de solidarité. Les jeunes communistes n'hésiteront pas à battre le pavé pour mettre en échec ce genre de mesures ! La précarité, c'est pas un métier !

Du 7 au 12 avril : Semaine d'action du MJCF "La précarité, c'est pas un métier !"



La semaine d'action du Mouvement Jeunes Communistes de France du 7 au 12 avril a pour ambition d'être un temps fort de notre campagne « La précarité c'est pas un métier ». Plusieurs initiatives sont organisées partout en France durant toute la semaine. L'objectif de cette initiative est de mettre en avant la richesse produite par le travail de chacun et de dénoncer les politiques libérales qui minent nos emplois, nos diplômes et notre avenir.

Plusieurs types d'initiatives auront lieu durant toute la semaine:

Tables devant les CFA, les lycées pro etc...

Appels à témoignage (tout au long de la semaine) : demander à des apprentis, des lycéens pro ou généraux de témoigner sur leur situation, leur formation ou leur orientation.

Déploiement de banderoles, sur des endroits visibles avec des slogans sur les questions de formation.

Des initiatives qui varient un peu comme « l'enterrement du CDI », ou enterrement de filières à l'Université, (voir même enterrer le service public)

Des collages départementaux de nos affiches « la précarité c'est pas un métier ».

Des rassemblements devant le Medef

Pour finir cette semaine en beauté retrouvons-nous tous à Paris le 12 avril pour marcher contre l'austérité en Europe !

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



L'UEC dénonce une nouvelle forme de prostitution étudiante

Ces derniers jours, le site dit de « rencontres » seekingarrangement.com trouve écho dans presse. Ce site a pour objectif affiché de mettre en relation des "gentlemen entreteneurs" et de "jeunes étudiantes". Son créateur, Brandon WADE prône une nouvelle mode, celle des « relations mutuellement avantageuses ».

Personne n'est dupe, derrière cet écran de fumée que l'on peut qualifier de franche séduction se cache une plate-forme d'échanges de services sexuels. Ces « entreteneurs » ne sont que ces tristes « sugar daddies », c'est-à-dire des hommes achetant sur le net des rencontres avec des jeunes femmes inscrites sur le web. Et bien souvent ces rencontres ne se limitent pas aux simples apparitions en public ou aux cadeaux hors de prix. La motivation première est celle ni plus ni moins que d'une prostitution organisée à l'ère numérique.

L'Union des Étudiants Communistes dénonce ce site, révélateur du phénomène de la prostitution étudiante et de la marchandisation des corps dans notre société. C'est aussi une lumière bien froide jetée sur la précarité étudiante qui pousse une partie des jeunes femmes inscrites dans le système universitaire à avoir des relations sexuelles tarifées.

Non, il n'y a pas de consentement dans ce genre de pratiques, le besoin d'argent est une réalité chez les étudiants. En aucun cas il n'y a une once d'honnêteté dans cette infâme mise en relation marchande de « sugar daddies » et d'étudiantes dans le besoin. Il n'y a non plus aucun déguisement de la prostitution dans la démarche de ce site : seekingarrangement.com n'est pas un site de rencontre, c'est un portail web pour une prostitution organisée.

Nous demandons avec la plus grande fermeté et la plus grande rapidité l'engagement de procédures à l'encontre de ce site. À l'heure où le gouvernement multiplie les coupes budgétaires, notamment dans les universités françaises, nous lui demandons plutôt d'engager toutes ses forces pour couper l'accès à ce site odieux.

Le 12 avril, les étudiants entreront dans une nouvelle bataille contre l'austérité

Les résultats des élections municipales annoncent l'entrée d'une crise politique majeure dans le pays.

61% des jeunes et des étudiants se sont abstenus lors des scrutins des 23 et 30 mars 2014. Alors mêmes qu'ils ont été majoritaires à voter à gauche en 2012, la déception et une certaine résignation semble l'emporter aujourd'hui.

Les politiques d'austérité menées par le gouvernement et l'Union Européenne, sous l'influence croissante de la finance et des actionnaires des grands groupes européens sont à l'origine de cette déroute. Les étudiants ont voté pour la gauche en 2012, dans l'espoir que celle-ci mène des politiques publiques ambitieuses en faveur de l'accessibilité et de la qualité des études, en faveur des diplômés et de l'insertion professionnelle. Or, les politiques gouvernementales se traduisent aujourd'hui par un échec massif d'un gouvernement qui ne sait plus où donner de la tête. Les étudiants ont voté en 2012 pour des politiques anti-austérité, pas pour les 3,8 millions d'euros de baisse de budget à l'Université de Strasbourg, pas pour les 600 000 € de déficit à l'Université Paris 13 ou même pour les 2500 postes non pourvus à l'université Pierre et Marie Curie.

Après la victoire de la droite, la nomination de Manuel Valls est la seconde mauvaise nouvelle. Les étudiants n'ont pas voté pour un premier ministre qui expulse leurs camarades d'amphi parce qu'ils ont une nationalité étrangère.

Face à la défaite de l'ensemble de la gauche et au retour de la droite dans les collectivités locales, les étudiants sont du côté de la majorité populaire qui attend une politique de gauche efficace, éthique et rassembleuse.

Il est encore temps de tout changer. Aux élections municipales, les municipalités animées par des élus communistes ont mieux résisté que les mairies dirigées par les autres partis de gauche.

C'est la preuve qu'une politique alternative est possible dans nos villes. Nos universités, nos établissements, ont aujourd'hui besoin de ces alternatives.

La manifestation du 12 avril 2014 marquera une nouvelle étape dans la bataille contre l'austérité en France et en Europe. Nous appelons les étudiants à manifester de manière massive leur colère afin de faire entendre leurs propositions. L'austérité budgétaire, la dévalorisation des diplômes et les difficultés d'insertion professionnelle ne sont pas des fatalités. L'avenir nous appartient.

Il faut briefer le soldat Hamon

Manuel Valls a rendu public, ce mercredi, son "gouvernement de combat" contre les salariés, les jeunes et les étudiants. Et en effet, il semble avoir prévu une artillerie conséquente pour brader notre pays aux marchés financiers. Les services publics, qui, de l'école à la santé, nous accompagnent tout au long de la vie, seraient ponctionnés de 50 milliards d'euros ; les salariés seraient privés de leurs cotisations sociales ; autant de privations dont les fruits, dans le cadre du pacte de responsabilité, sont entièrement distribués à des grands patrons qui nagent déjà dans le luxe.

En particulier, Benoît Hamon, le nouveau ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, déclarait cet après-midi qu'il consacrerait les efforts de son ministère à lutter "contre les inégalités qui font que l'origine sociale est discriminante".

Il est vrai que le coût de la vie, du logement, des transports, contraint la grande majorité des étudiants à se salarier en concurrence de leurs études, et cause des taux d'échecs spectaculaires en licence. Des projets professionnels sont brisés, et notre pays se prive de centaines de milliers de salariés qualifiés, qui sont indispensables pour répondre aux défis éducatifs, professionnels et scientifiques du XXI^e siècle. Si M. Hamon et son gouvernement s'imaginent qu'ils régleront ce problème en supprimant de nouvelles aides sociales, ils vont au-devant de grandes déceptions. Une allocation d'études pour tous les étudiants est plus que jamais nécessaire pour leur permettre d'étudier et d'obtenir leur diplôme, et pour, demain, reconnaître leurs droits professionnels et salariaux, à commencer par la cotisation aux caisses de retraites.

Il est vrai que l'acharnement des prédécesseurs de M. Hamon, de Valérie Pécresse à Geneviève Fioraso, pour priver les universités des moyens financiers dont elles ont besoin pour fonctionner, cause la disparition de filières et d'établissements entiers dans de nombreux territoires, et empêche les jeunes qui en viennent d'accéder à l'enseignement supérieur. Si M. Hamon et son gouvernement s'imaginent qu'ils régleront ce problème en accentuant la pénurie budgétaire dans les services publics, il vont également au-devant de grandes déceptions.

Il faut mettre un terme à la destruction des savoirs et des savoirs-faire de notre pays, non seulement en finançant le maintien de ces filières, mais encore en investissant massivement dans l'enseignement supérieur pour garantir à chacun, d'où qu'il vienne, un véritable cadrage national des diplômes, la possibilité d'apprendre et d'exercer le métier de son choix.

Dans ces domaines, la voie empruntée par le gouvernement est d'ores et déjà celle de l'échec scolaire, de la déqualification et du chômage de masse. Mais M. Hamon, qui semble plein de bonne volonté, peut tendre l'oreille pour entendre les propositions de progrès social et professionnel auxquelles aspire la jeunesse. La mobilisation large des étudiants, et à leurs côtés des étudiants communistes, dès le 12 avril et toute l'année, sera là pour les lui rappeler.

Hugo Pompougnac,
Secrétaire National de l'Union des Étudiants Communistes
Mouvement Jeunes Communistes de France :
2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
01.40.40.12.45 mjcf@jeunes-communistes.org

Le sens profond d'une nouvelle Humanité

110 ans après sa fondation, le 18 avril 1904, l'Humanité se renouvelle, se transforme, se réinvente.



Nouveau. Dès le 8 avril.

Elle le fait à ce moment particulier de notre histoire où les coups de boutoir conjugués des rapaces de la finance, d'une Europe ultralibérale, d'une mondialisation capitaliste et de gouvernements qui s'y soumettent, augmentent chaque jour les souffrances sociales, le chômage, la précarité du travail et l'insécurité de vie.

Elle le fait à un moment où les idées de droite, de plus en plus mêlées à celles de l'extrême-droite sont sans cesse banalisées et promues par le grand bazar du média-business. De ce fait, elles progressent sur le terreau des crises et des souffrances, contaminant de larges secteurs de populations inquiètes, désorientées, maltraitées, ignorées, méprisées par celles et ceux qui tiennent le haut du pavé.

L'Humanité, fondée par l'ardent défenseur du socialisme, change aujourd'hui, à ce moment où ce que l'on pouvait appeler jadis « la social-démocratie européenne » est entrée dans une crise très profonde, révélée, élections après élections partout en Europe. Ses dirigeants ne cherchent pas l'issue dans la refondation du socialisme, mais dans la fuite en avant vers la forme d'un « parti démocrate » à l'américaine. On vient de voir le Président de la République, arc-bouté sur l'application des injonctions européennes, ne tenir aucun compte des messages des élections municipales, à commencer par celui de ses propres électrices et électeurs. Nommer un premier ministre qui a critiqué tous les choix des précédents gouvernements de gauche et réclamé que le parti socialiste ne le soit plus, est l'éclatant symptôme de la dérive libérale. Mais l'époque est aussi celle de la panne d'alternative après les échecs des expériences de transformation sociale du XXème siècle. La situation pour chacune et chacun de celles et ceux qui ont le cœur à gauche, qui veulent faire vivre des valeurs et un projet de transformation sociale et écologique, est préoccupante, inquiétante, grave même.

C'est pour aider à affronter ces défis nouveaux, ceux de l'indispensable révolution sociale, démocratique, anthropologique et écologique que l'Humanité se renouvelle et se transforme dès demain.

Notre journal se met ainsi au service de tous les progressistes, de toutes celles et ceux qui sont attachés aux idéaux de l'authentique gauche pour les aider à mener l'indispensable grande contre-offensive politique, idéologique et culturelle. Celle-ci ne passe pas simplement par l'énumération d'un programme, aussi juste et indispensable soit-il, pas plus que par une vaine reproduction des conceptions anciennes. Pour réussir le mouvement progressiste doit inventer une façon inédite de concevoir et de construire le projet démocratique de transformation sociale et écologique.

Il s'agit d'aller vers la « réalisation de l'humanité », chère à Jean Jaurès, par des « moyens d'humanité », c'est à dire de liberté et d'émancipation humaine. Comme il le décrivait dans son éditorial fondateur de l'Humanité, finalités et moyens se confondant dans un processus maîtrisé de bout en bout par la multitude de celles et ceux qui s'en sont fixés l'ambition. En quelque sorte, quelque chose qui s'apparente au concept vivant de révolution citoyenne porté par le Front de gauche dans un mouvement très ample, très conscient, très diversifié.

Faute d'enclencher un tel processus, le risque est grand, dans l'actuel brouillage organisé des repères et des mots, de voir triompher un imaginaire où s'entremêlent sans cesse la demande d'autoritarisme, du sécuritaire, du chacun pour soi et de la méfiance de « l'autre », vécu non plus comme son semblable, mais comme un concurrent, jusqu'au rejet de certains droits sociaux au nom du refus « de l'assistanat ».

Dès lors, il n'y aurait plus de place pour les idées de bien commun et de services publics, de partage, de solidarité. La compétition, voir la haine de l'autre prendraient le dessus. De la gauche, il ne resterait plus que le mot, dépouillé de ses valeurs.

Qu'on ne s'y trompe pas, aujourd'hui, certaines de ces tendances sont à l'œuvre. Il n'y a donc pas de temps à perdre. C'est pour se hisser à la hauteur de cet immense défi que l'Humanité fait le choix de se renouveler. Modestement, nous considérons pouvoir jouer un rôle utile ne serait-ce que pour déconstruire une mondialisation capitaliste vécue comme une fatalité, combattre pied à pied l'idéologie des droites et de l'extrême-droite, être encore plus le journal des questions sociales et environnementales, celui des droits humains ; promouvoir le débat à gauche pour ouvrir des perspectives transformatrices, aider au rassemblement populaire pour des réponses de gauche à l'actuelle crise du capitalisme. Nous avons conscience que le défi est immense. Notre projet est très exigeant. C'est au prix de cet effort que l'Humanité sera utile et fidèle à l'esprit et à la lettre de Jean Jaurès. Des centaines de milliers de personnes sont à la recherche d'un tel journal, engagé et utile, un journal porteur de débats à gauche pour aider à la réflexion et à l'action.

Il va de soi que nous espérons pouvoir compter sur votre aide grâce aux critiques, remarques, propositions qui nous seront adressées pour améliorer sans cesse notre journal.

Les équipes de l'Humanité, celles de Rampazzo et associés, que je remercie ici, ont déployé ces derniers mois des efforts considérables pour travailler à un journal encore plus utile, plus novateur, plus riche et plus percutant. Un journal à la disposition de toutes les composantes du mouvement progressiste, syndical, citoyen et culturel. Bref, de toutes celles et ceux qui aspirent à sortir notre société de la gangue dans laquelle la violente loi de l'argent et de l'uniformité tente de l'enfermer.

Notre pari sera réussi si s'élargissent l'audience et la lecture de l'Humanité. En ce sens, nous créons « le fonds solidaire pour le développement de la lecture de l'Humanité », qui permet à chacune et chacun de nos lectrices et lecteurs d'abonner une personne ou une famille de leur choix en versant un don équivalent au pris d'un abonnement.

Ainsi, l'Humanité se réinvente pour contribuer à transformer et réinventer le monde.

N° 21385. 3 AVRIL 2014

L'HUMANITÉ
DIMANCHE

MANIFESTATION EUROPÉENNE
CONTRE L'AUSTERITE LE 4 AVRIL
UN ENTRETEN AVEC
BERNADETTE SEGOL

MEMBRE DE LA CONFÉDÉRATION
EUROPÉENNE DES SYNDICATS
PAGE 12

Avec Valls, ça change ou pas ?

ANALYSE PAGE 20
ET EDITORIAL PAGE 7

Remaniement / Valls / Marche du 12 avril / Européennes / Point presse de Pierre Laurent 3 avril 2014

La situation que connaît notre pays est d'une profonde gravité. Elle ne l'est pas seulement parce que notre pays souffre d'un chômage et d'une précarité endémique qui rongent la vie de familles chaque jour plus nombreuses, d'inégalités toujours plus grandes, d'une hémorragie industrielle qui ne s'interrompt pas, d'une crise historique du logement.

Elle est insupportable parce que, face à ces difficultés criantes pour le plus grand nombre, le Monopole financier des grands groupes se poursuit sur le dos du monde du travail, des salariés de toutes conditions, comme sur celui de beaucoup de PME, le chantage du patronat à la baisse des cotisations sociales et des droits du travail ne connaît plus de cesse, les dividendes versés à des actionnaires de plus en plus désintéressés par l'intérêt général continuent de grimper avec constance, et comble du cynisme, comme un très mauvais poisson d'avril, le CAC 40 vient de battre son record annuel, le mardi 1er avril, en dépassant les 4 400 points, un record notamment porté par l'excellente montée des actions des groupes bancaires français.

Mais surtout, oui surtout, la situation est grave et insupportable, parce que les alertes lancées par nos concitoyens continuent d'être ignorées, méprisées. François Hollande qui avait été élu, après les années terribles du gouvernement Sarkozy, pour redresser notre pays, pour enfin l'écouter et le respecter, pour redonner le sens de la justice sociale, continue de tourner le dos à ses électeurs.

Désavoué massivement dans les urnes aux élections municipales, il devrait entendre le message. Non, il vient de nommer Manuel Valls à la tête du gouvernement comme un camouflet de plus infligé aux attentes populaires à gauche. Le pays s'enfonce aussi dans une crise politique, démocratique et institutionnelle qui risque de s'aggraver encore. La France, la gauche sont mises en danger par cette fuite en avant. La droite et l'extrême droite rivalisent de démagogie pour profiter de cette crise en espérant reconquérir tous les pouvoirs. François Hollande a nommé, autour de Manuel Valls, un gouvernement qu'il appelle "de combat" pour mettre en œuvre à marche forcée un pacte de responsabilité, négocié avec le Medef et un programme de 50 milliards de réduction de dépenses utiles qu'aucune majorité populaire, qu'aucune majorité de gauche n'est, en réalité, prête à soutenir dans le pays.

Le Président de la République utilise les pouvoirs inconsidérés qui lui sont donnés par les institutions de la Ve République pour contourner le message politique adressé par le pays. Cette situation met, une fois de plus, le doigt sur l'anachronisme de ces institutions. Il est temps de reconstruire une nouvelle République, où un Parlement démocratisé, élu à la proportionnelle et rénové dans sa composition, grâce à la modification des modes de scrutins et au changement des pratiques politiques, retrouve le pouvoir de décider la politique nationale, où les droits des citoyens sont renforcés à tous les niveaux de décisions, pour garantir la souveraineté populaire sur ces choix, où le gouvernement est placé sous le contrôle du Parlement et non l'inverse.

Face à cette situation, il y a une urgence : faire respecter les exigences des Français qui veulent le retour de la justice sociale, d'une lutte efficace contre le chômage et les pouvoirs exorbitants de la finance, le retour au centre de toutes les politiques menées de la réponse aux grandes urgences du pays : ce ne peut être seulement des mots, encore moins quand ils sont contredits par les actes.

J'appelle les forces vives de notre peuple, les forces vives de la gauche sociale, politique, syndicale, culturelle, intellectuelle à se ressaisir. Je les invite à se rapprocher, à parler, à redéfinir ensemble les objectifs d'un nouveau cap politique à gauche, à décider d'agir ensemble pour imposer le retour à ces choix. Je leur lance à toutes et à tous un appel solennel au rassemblement et à la construction commune.

Aux travailleurs de toutes conditions, aux jeunes, aux abstentionnistes qui ne se reconnaissent plus dans le pouvoir actuel mais se reconnaissent dans les valeurs d'égalité, de justice, de fraternité de la gauche, aux socialistes qui ressentent, je le sais en grand nombre, douloureusement le désastre en cours, aux écologistes qui viennent de décider de sortir du gouvernement, à tous, je dis travaillons ensemble pour reconstruire une feuille de route partagée, une ambition commune, l'espoir d'une alternative politique à gauche.

Les besoins sont immenses, la France a la force d'y répondre.

Ensemble, nous pouvons refuser le pacte de responsabilité imposé par le Medef et les 50 milliards de réduction des dépenses publiques, en exigeant la remise à plat des politiques d'exonération de cotisations sociales coûteuses et inefficaces pour reconstruire de nouvelles politiques d'emplois, de formations, de services publics.

Ensemble, nous pouvons travailler à de grands programmes de relance de l'investissement public, industriel et de services, adossés à la mobilisation du crédit bancaire, de l'épargne et à un changement de la politique monétaire pour, d'un même mouvement, répondre aux immenses besoins de développement du pays et engager l'indispensable mutation sociale et écologique de tout notre système productif.

Ensemble, nous pouvons exiger l'ouverture de grandes conférences sociales, pour des États Généraux de la justice fiscale, la relance des services publics, la réouverture de toutes les négociations salariales, la revalorisation des minimas sociaux.

Ensemble, nous pouvons pousser la France à engager le bras de fer contre les orientations ultra-libérales européennes pour sortir des politiques d'asphyxie austéritaires, et permettre la relance sociale, industrielle et écologique dont les peuples d'Europe ont un besoin commun.

Demain, je serai aux côtés des syndicats et des travailleurs d'Europe à Bruxelles pour la grande manifestation de la CES.

Le sursaut citoyen et populaire de toutes les forces vives de la gauche doit se manifester, sans attendre, et se consolider dans la durée. C'est dans cet esprit que nous avons initié, avec les forces du Front de gauche et de nombreuses personnalités et responsables syndicaux, associatifs, politiques, culturels, la grande marche du 12 avril contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses.

Cette marche, nous la mettons à la disposition de toutes celles et tous ceux qui veulent engager le sursaut politique salutaire dont toute la gauche a besoin, contre la droite et l'extrême droite, pour des politiques de justice. Nous y engageons toutes nos forces. Nous appelons à y participer massivement.

J'appelle tous nos concitoyens, tous ceux qui ont le cœur à gauche, tous ceux qui n'en peuvent plus, étouffent et veulent reconstruire l'espoir, à se joindre au cortège qui défilera de République à Nation, à Paris, le 12 avril, à 14 heures.

Cette dynamique, nous voulons aussi la porter dans les urnes avec tout le Front de gauche et tous ceux qui voudront se joindre à nous, le 25 mai prochain, lors des élections européennes.

Ce jour là, contre l'Europe de l'austérité et des marchés financiers, nous voulons, avec notre candidat commun en Europe : Alexis Tsipras, une victoire de la gauche qui refuse de se plier aux injonctions d'austérité, de dérégulation, de recul des droits sociaux, une victoire pour la refondation sociale et démocratique de l'Europe.

Nous jugeons indispensable et urgente l'entrée en lice des listes du Front de gauche, car le bulletin de vote Front de gauche, le 25 mai prochain, sera le seul bulletin qui dit clairement non à l'Europe de la finance, non au dumping social, à la mise en concurrence, aux salaires au rabais, oui à la protection et au développement des droits sociaux, de notre industrie, de nos coopérations.

Le Conseil national du PCF unanime a transmis, hier, à ses partenaires une offre pour la constitution des listes respectueuses de toutes les forces du Front de gauche, avec la volonté d'aboutir d'ici la fin de cette semaine.

L'enjeu et les responsabilités du Front de gauche sont immenses. Le groupe de la GUE-NGL auquel nous sommes rattachés, peut devenir le troisième ou le quatrième groupe du Parlement européen. C'est un défi et une chance.

Les forces démocratiques françaises ont une part essentielle à apporter à ce résultat. Ne tardons plus. C'est notre appel pressant. Le PCF est, pour sa part, d'ores et déjà, totalement motivé et engagé.

Avec le Front de gauche, nous avons rassemblé des forces lors des élections municipales. Après les résultats de ces élections, le PCF reste, avec le Front de gauche, la troisième force politique en terme de municipalités et d'élus locaux. Très loin devant le FN, présenté abusivement par les médias, comme le grand vainqueur du scrutin municipal.

Nous dirigeons, après ce résultat, malgré nos pertes et avec des gains significatifs, comme Aubervilliers et Montreuil, 149 villes de plus de 3 500 habitants.

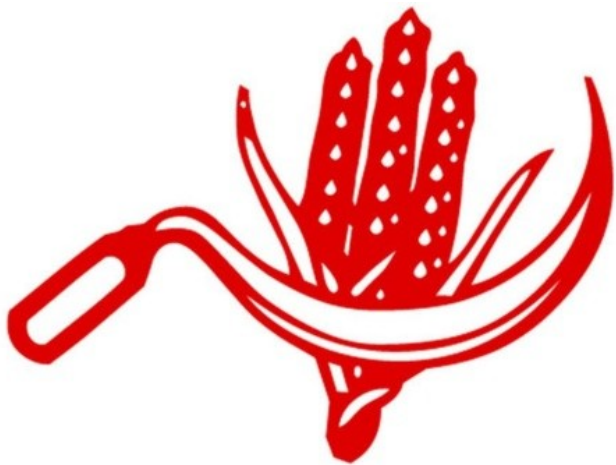
Ces forces et ces élus, dans tout le pays, sont et seront des points d'appui solides et indispensables pour toutes nos batailles.

Inde/Bihar : Une victoire des communistes de bon augure avant l'ouverture des législatives

Lundi 7 Avril 2014

Alors que s'ouvrent les élections législatives en Inde, dans l'État du Bihar (103 millions d'habitants), le Parti Communiste d'Inde (CPI) a remporté deux sièges lors d'une élections pour le conseil législatif de l'État du Bihar - article et traduction Nico Maury

Un million de bureaux de votes, cinq semaines de scrutin et 814 millions d'électeurs. L'Inde a commencé ses élections législatives, une organisation hors-norme pour un pays de plus de 1,2 milliard de personnes. Dans l'État himalayen du Bihar c'est tenu une élection régionale encourageante pour les communistes.



Le Parti Communiste d'Inde (CPI) a enregistré une victoire électorale dans deux circonscriptions. Dans la circonscription de Tirhut et de Saran, Sanjay Singh et Kedar Nath Pandey ont été élus. Le secrétaire par intérim du CPI de l'État du Bihar, Jabbar Alam a félicité les deux élus ainsi que les militants et des dirigeants pour leur appui et le travail dans les deux circonscriptions.

Dans un communiqué publié le leader du CPI, Jabbar Alam a déclaré que les deux candidats, Sanjay Singh et Kedar Nath Pandey avaient vaincu leurs plus proches rivaux, soutenus par le Bharatiya Janata Party (BJP - grand favori des législatives). Ils ont affirmé leur engagement en faveur de la gauche et des forces démocratiques laïques.

"La victoire des communistes permet de renforcer les luttes non seulement dans le conseil législatif, mais aussi à l'extérieur. Ils élèveront dans le conseil pour porter les exigences des étudiants, des travailleurs et des plus faibles dans la société et lutteront pour générer une énergie nouvelle et de l'enthousiasme parmi les forces qui luttent pour l'unité, la démocratie et la laïcité" conclut le communiqué du CPI.

Novossibirsk, capitale de la Sibérie, conquise par les communistes

Novossibirsk (1.523.801 habitants), capitale administrative de l'oblast du même nom, principale métropole russe à l'Est de l'Oural et capitale de la Sibérie est depuis dimanche soir dirigée par un communiste. Anatoly Evgenbevia Lokot (KPRF) a remporté l'élection municipale avec 43,75% des voix - article et traduction Nico Maury

Le Parti Communiste de la Fédération de Russie (KPRF), soutenu par l'ensemble de l'opposition, a ravi la mairie de Novossibirsk, troisième ville de Russie, au parti au pouvoir de Vladimir Poutine, Russie Unie, selon des résultats publiés lundi par la Commission électorale de Novossibirsk.

Le député communiste Anatoly Lokot a rassemblé 43,75% des voix contre 39,57% au maire par intérim Vladimir Znatkov, candidat de Russie unie, la formation du président russe, a annoncé la commission électorale de la ville de Sibérie. C'est la "première grande défaite du parti au pouvoir" déclare le nouveau maire communiste de Novossibirsk. "c'est en raison de la crise politique à Novossibirsk, qui a conduit à l'exposition des problèmes sociaux et économiques" pour le communiste Anatoly Lokot.

La 3ème ville du pays et capitale de la Sibérie dirigée par un communiste

"Nous avons créé une situation unique en Russie, avec une union de l'opposition qui a permis de remporter la victoire sur Russie Unie", s'est félicité M. Lokot, 55 ans, cité par le site du Parti Communiste. "La chose la plus importante dans la ville se sont ses habitants. Tout d'abord, nous allons nous concentrer sur leurs intérêts et leurs besoins. Nous allons travailler avec tous les partis politiques et les organisations publiques pour le développement de la ville. Nous sommes ouverts à toutes les suggestions de tous les partis politiques et de tous les militants sociaux. Le plus important c'est la prospérité et le bien-être de notre ville. Notre objectif commun pour Novossibirsk, c'est la stabilité politique et la liberté dans tous les sens du terme."

"La première chose que je ferai audit du personnel, l'analyse de l'utilisation des fonds budgétaires, ainsi que d'annuler l'admission par le bureau du maire,"

M. Lokot bénéficiait du soutien de l'opposition et du député d'opposition Iliia Ponomarev, l'un des leaders du mouvement de protestation qui avait précédé le retour de Vladimir Poutine au Kremlin en 2012.

L'élection municipale anticipée avait été convoquée après la démission de Vladimir Gorodetski, membre du parti au pouvoir à la tête de la ville de 1,5 million d'habitants depuis 14 ans et nommé vice-gouverneur au début de l'année.

Anatoly Lokot (KPRF) gagne avec 43,75% des voix suivi de "Russie unie" avec 39,56%, Vladimir Anisimov (les «villes russes») gagne 3,25%, les "socialiste" conduit par Anatoly Kubanov 2,19%, Evgeny Loginov 3,35%, Sergei Ovchinnikov (le «gouvernement du Parti populaire russe») 0,42%, Dmitry Savelyev (LDPR) 2,42%, Roman Starikov ("communistes de Russie") 0,84%, Alexander Tarkov ("Russie travailliste") 0,59%, Sergey "Spider" Troitsky ("Contre tous") 1,07%, le Parti de la transformation spirituelle de la Russie" 0,54%.

Lors des législatives de 2011, le KPRF était arrivé en tête à Novossibirsk

En 2011 le Parti Communiste était arrivé en tête des législatives avec 34,17% des voix devant le parti de Vladimir Poutine, Russie unie, qui a recueilli 27,69% des suffrages. Iabloko, le parti libéral pro-UE, recevait 6,32% des voix, un seuil faible ne permettant pas la qualification de ce dernier (7% pour avoir 1 élu).

Anatoly Evgenbevia Lokot (55 ans), est le Premier secrétaire du Comité régional de Novossibirsk du Parti Communiste (2006), membre du Comité central depuis 2008. Il adhère au Parti Communiste d'Union Soviétique (PCUS) en 1984, et est élu député (Douma) pour la région de Novossibirsk depuis 2003. Il est le seul député à ne pas avoir voté le rattachement de la République autonome de Crimée à la Fédération de Russie.

**Béziers : 1er Conseil municipal : RÉSISTANCE !
RÉSISTANCE ! Dimanche 6 Avril 2014**

Discours d'Aimé Couquet (PCF) prononcé en tant que président de la séance d'investiture du nouveau Conseil municipal de Béziers, jeudi 4 avril 2014

Mesdames, Messieurs,

Ce n'est pas de gaieté de cœur que je préside cette séance d'installation du nouveau Conseil Municipal et l'élection du Maire, pour deux raisons principales.

La première est personnelle. J'avais 39 ans quand j'ai été pour la première fois élu à la municipalité au service de la population. 31 ans déjà ! Le temps passe mais on peut toujours compter sur moi pour faire entendre dans cette assemblée, à ma façon, la voix des travailleurs, des familles modestes, de tous ceux qui ont à souffrir des dégâts de cette société capitaliste de plus en plus inhumaine.

La deuxième raison est politique. C'est l'installation à Béziers d'un nouveau Maire qui tout en flirtant avec Jean-Marie et Marine Lepen, veut cacher son obédience avec le Front National. Si ce n'est pas le cas, je lui propose, pour plus de clarté, de se désolidariser des membres de sa liste encartés au Front National qui par son histoire et sa composition n'est pas un parti politique comme les autres.

Il est vrai que son OPA sur le beffroi a été facilitée par un ras le bol général des Biterroises et des Biterrois envers les 19 ans de gestion de la ville par l'UMP. De plus, leurs responsables, au gré des élections successives ont jeté des passerelles entre les électeurs du FN et de l'UMP. Retour du boomerang, cette fois-ci ce sont les électeurs de droite qui ont franchi dans l'autre sens les passerelles, pour aller rejoindre tout naturellement l'extrême droite. S'est ajouté à la réalité du déclin de la ville, les méfaits des gouvernements successifs de droite et PS-Écologistes. Sur ce terreau, en faisant jouer certaines peurs moyenâgeuses, le candidat de l'extrême droite camouflée, a eu la capacité d'apparaître comme un homme neuf.

Mais, républicain, je respecte, les 47% d'électeurs Biterrois qui lui permettent de devenir, à la majorité relative, le 1er magistrat de notre ville. Cela ne m'empêchera pas, dans l'opposition, d'être très vigilant et d'intervenir publiquement, comme je sais le faire, pour défendre avec mes amis, les intérêts des habitants. D'ailleurs, à cet effet, Monsieur le futur-Maire, j'ai une proposition à vous faire. Pendant la campagne électorale, vous avez fait de la baisse des impôts locaux votre cheval de bataille. Vous l'avez considérée comme indispensable et urgente. Voilà une occasion de tenir votre promesse. Dès la prochaine séance du Conseil Municipal, sera certainement inscrit à l'ordre du jour, le vote des taux des taxes communales foncières et d'habitation. Il ne vous reste plus qu'à proposer leur baisse.

Enfin, j'ai mal au cœur. C'est grave que dans la ville des Cathares, de Casimir Peret, de Jean Moulin, des Joseph Lazare et Paul Balmigère, où les habitants ont toujours montré leur ouverture d'esprit, bien accueilli les immigrés, ont toujours lutté et résisté aux envahisseurs, nous nous retrouvons dans cette situation.

Ami, entends-tu le vol des corbeaux sur nos plaines,
Ami, entends-tu les cris sourds du pays qu'on enchaîne ?
Ohé, partisans, ouvriers, paysans, C'est l'alarme.
Résistance ! Résistance !
Béziers, le 4 avril 2014
Aimé COUQUET

Pétitions en ligne

Libertés et service public en danger !

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

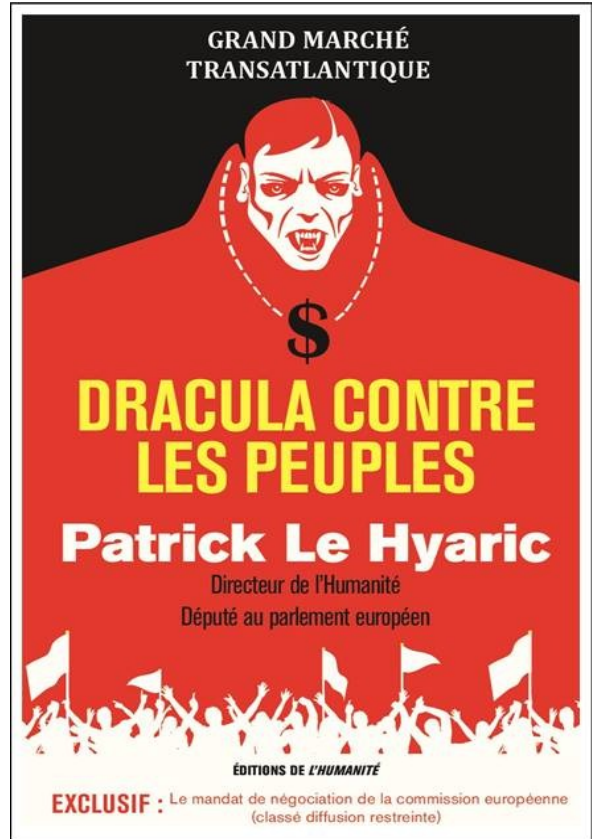
«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric «Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander vous pouvez téléphoner au 01.49.22.72.18



A voir sur l'internet

3 avril 2014 - Déclaration de presse de Pierre Laurent

<http://www.dailymotion.com/CN-PCF>

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

**L'Humanité et l'Humanité
Dimanche sont en grand danger.**

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

